

Bosnie-Herzégovine, le lent naufrage

Aline Cateux

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2022/4 Hiver**, PAGES 51 À 61

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037304827

DOI 10.3917/pe.224.0051

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2022-4-page-51?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Bosnie-Herzégovine, le lent naufrage

Par **Aline Cateux**

Aline Cateux est doctorante au Laboratoire d'anthropologie prospective de l'Université catholique de Louvain-la-Neuve. Ses recherches portent principalement sur les transformations urbaines et les mobilisations collectives en Bosnie-Herzégovine, qu'elle sillonne depuis 23 ans.

Les accords de Dayton ont doté la Bosnie-Herzégovine d'institutions complexes. Complexité redoublée par des forces ethno-nationalistes dont les efforts convergents bloquent toute avancée politique concrète au profit de la corruption et du clientélisme. Les réformes constitutionnelles sont ainsi interdites, comme les choix de politique économique, sociale ou sanitaire. Le pays se vide de ses habitants alors qu'il redevient, avec la guerre en Ukraine, un champ clos d'influences extérieures.

politique étrangère

Qu'est-ce que la Bosnie-Herzégovine en 2022 ? Au-delà de la complexité bien connue de son système politique hérité des accords de paix de Dayton, la Bosnie-Herzégovine est aussi prisonnière de multiples dynamiques politiques locales et extérieures qui façonnent le pays depuis la fin de la guerre en 1995.

Bien plus qu'un territoire divisé, la Bosnie-Herzégovine est surtout un espace où les intérêts des forces nationalistes, au pouvoir depuis 30 ans, l'emportent sur les intérêts des Bosniens et rencontrent ceux de la Croatie et de la Serbie voisines. Ces deux pays, agresseurs de la Bosnie-Herzégovine lors du conflit (1992-1995) qui a fait environ 100 000 morts et déplacé plus d'un million de personnes, continuent de s'immiscer dans les affaires du pays en soutenant les visées sécessionnistes des Serbes et des Croates de Bosnie.

Outre ces voisins, de nombreuses forces internationales se rencontrent sur ce petit territoire : l'Union européenne (UE) par le biais de sa délégation à Sarajevo, la capitale du pays, ainsi que les États-Unis et le Royaume-Uni, alignés sur des buts et des stratégies similaires. Ces forces

politiques et ces gouvernements sont garants de l'intégrité territoriale du pays, puisqu'ils sont garants des accords de Dayton et se croisent au sein du Peace Implementation Council (PIC) avec la Russie, laquelle soutient les sécessionnistes serbes et croates.

Au milieu de cet environnement peu favorable aux résistances citoyennes, quelques oppositions politiques non nationalistes ont vu le jour. Elles s'ancrent localement et tentent de se développer, souvent sans moyen et sans soutien.

Une organisation politique discriminatoire et non fonctionnelle

Les accords de paix de Dayton ont été signés à Paris le 14 décembre 1995, mettant fin à quatre ans de guerre. La Bosnie-Herzégovine se retrouve divisée en deux entités administratives, la Fédération croato-musulmane (Fédération) et la République serbe (RS) dont la capitale est Banja Luka. Ces deux entités indépendantes l'une de l'autre sont chapeautées par des institutions nationales. La Fédération est elle-même divisée en dix cantons, dotés chacun de gouvernements, entre lesquels il n'existe aucun mécanisme d'harmonisation. Additionné à cela, le district de Brčko, situé au nord-est du pays et frontalier de la Croatie, interrompt la continuité territoriale de la RS.

La Constitution bosnienne, qui est l'annexe 4 des accords de Dayton, ajoute une couche de complexité, avec une organisation politique composée d'institutions élues directement par les Bosniens mais aussi d'institutions nommées de façon indirecte à l'aide de calculs de quotas ethniques complexes. C'est le cas de la Chambre des peuples, chambre haute du Parlement de Bosnie-Herzégovine. Elle est en charge de la validation des lois du pays et de vérifier qu'elles garantissent les intérêts vitaux nationaux des 3 peuples constituants : les Bosniaques, les Croates et les Serbes. Cette institution, toute puissante au niveau législatif, est le nœud le plus discriminatoire de l'organisation institutionnelle du pays. L'un des problèmes majeurs de la Constitution bosnienne est qu'elle n'assure pas l'égalité des droits de tous les citoyens, puisque les personnes issues de minorités (Juifs et Roms par exemple) ou les personnes ne se reconnaissant pas dans l'un des 3 peuples dits « constituants » ne peuvent prétendre aux plus hautes fonctions de l'État bosnien ou à certaines hautes fonctions dans chacune des entités. L'éthnisation des institutions exclut cette catégorie administrative appelée « les Autres » (*Ostali*), qui rassemble les Bosniens refusant toute catégorisation ethnique.

La présidence tripartite du pays est elle-même un exemple d'institution discriminatoire, puisque seuls des candidats issus des 3 peuples constituants peuvent prétendre y accéder. Il en va de même pour les fonctions

les plus hautes au niveau des entités. En 2015, la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine avait statué sur le caractère discriminatoire de ces dispositions électorales sur les entités jugées non constitutionnelles, en conflit avec les recommandations de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et du Conseil de l'Europe. L'année suivante, la Cour constitutionnelle bosnienne avait également rendu une décision en faveur de la révision du mode de nomination des délégués de la Chambre des peuples, restée lettre morte.

À cinq reprises, la Constitution bosnienne a été jugée discriminatoire par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), dans les cas *Sejdić-Finci* (2009), *Zorić* (2014), *Pilav* (2016), *Šlaku* (2016) et *Pudarić* (2020). L'UE en a fait une des obligations à remplir afin de prétendre obtenir le statut de candidat : la Constitution de Bosnie-Herzégovine doit être modifiée afin d'assurer à chaque Bosnien des droits égaux.

On relèvera enfin que la Constitution du pays est placée sous l'autorité de la CEDH, dont les décisions sont considérées comme supérieures à celles des institutions judiciaires bosniennes.

Au-delà de sa complexité, c'est donc bien l'aspect discriminatoire de l'organisation politique bosnienne qui a été questionné à maintes reprises par la CEDH, la Commission de Venise (Commission européenne pour la démocratie par le droit), ainsi que par le Conseil de l'Europe qui en a fait un des 14 points prioritaires de réforme pour que le pays puisse prétendre accéder au statut de candidat.

L'ethno-nationalisme bosnien : corruption, clientélisme et criminalité

Les trois partis ethno-nationalistes bosniens – l'Alliance des socio-démocrates indépendants serbes (SNSD) de Milorad Dodik, l'Union démocratique croate (HDZ) de Dragan Čović et le Parti d'action démocratique (SDA) de Bakir Izetbegović – se partagent le pouvoir à tous les niveaux de gouvernance du pays. Non seulement ils gouvernent sans discontinuer depuis des décennies, mais ils sont également parfaitement coordonnés dans leurs efforts pour se maintenir à la tête d'un pays qui leur rapporte des millions.

Le système clientéliste bosnien est particulièrement développé dans un pays où l'administration publique est le plus gros employeur. Chaque poste est non seulement soumis aux quotas ethniques mais encore aux appuis politiques. Sans appartenance politique claire, pas d'emploi. Il en

va ainsi pour chaque secteur : éducation, santé, justice... Les partis politiques s'assurent de la fidélité d'un électorat qui n'a pas intérêt à voir des changements arriver s'il veut garder les postes. Familles et cercles privés des élites ethno-nationalistes remportent très souvent les appels d'offres publics et les contrats mirifiques avec tel gouvernement ou assemblée. Les directions des grandes entreprises publiques sont réparties entre ces pouvoirs politico-criminels qui puisent directement dans ces ressources pour alimenter leur pouvoir et leur emprise sur le pays.

Il est fréquent de voir des ministres mis en examen pour des faits graves de corruption mais il est rare de les voir condamnés. Le cas de Fadil Novalić est un exemple frappant : Premier ministre de la Fédération, il est mis en examen pour détournement de fonds dans l'« affaire des

Corruption et clientélisme omniprésents

respirateurs » et usurpation de sa position de Premier ministre. Alors que la pandémie de Covid-19 s'abat sur une Bosnie-Herzégovine sous-équipée et en sous-effectif de personnel médical compétent, Novalić a commandé 100 respirateurs en Chine, sans aucune compatibilité avec les systèmes de ventilation utilisés dans les principaux hôpitaux bosniens et inadéquats pour soigner des patients en réanimation. Ce matériel aurait été acquis pour une somme 5 fois supérieure aux tarifs normaux.

Souvent, la corruption se mêle à l'incompétence, comme en RS où, toujours pendant la pandémie et alors que le taux de décès en réanimation pulvérise tous les records régionaux, on s'aperçoit que l'oxygène utilisé est de l'oxygène industriel et non médical : il est donc impropre à l'utilisation pour les détresses respiratoires. Ces deux affaires, portées en justice, ne progressent pas depuis deux ans, en dépit du fait que de nombreuses personnes sont décédées des suites de ces malversations.

Alors que la protection de leurs intérêts occupe l'intégralité du temps et des actions des cercles ethno-nationalistes, le pays est laissé à l'abandon. Il n'y a pas de programmes politiques autres que ceux qui visent à entretenir les peurs et les tensions. Aucun plan de relance économique, aucune réforme de la protection sociale, aucune coordination entre les multiples niveaux de gouvernance qui empêchent la mise en route d'actions coordonnées au niveau environnemental par exemple. La justice étant également aux mains de ces cercles politiques, ils évoluent en toute impunité.

Les séparatismes et leurs alliés

Outre ces pratiques du pouvoir par la corruption et le clientélisme, les forces ethno-nationalistes ont maintenu la Bosnie-Herzégovine dans un état de tension permanent depuis 1995.

Décrite comme un pays en crise intermittente depuis 27 ans, la Bosnie-Herzégovine souffre plutôt de processus politiques centrifuges qui visent à sa dissolution. Ces processus sont exposés clairement par le SNSD et le HDZ : « sécession » ou, plus diplomatiquement formulé, « réorganisation territoriale » comme l'énonce Dragan Čović. Qu'il s'agisse des nationalistes serbes avec la RS ou des nationalistes agitant le fantôme de la République d'Herceg-Bosna, les buts de la guerre des années 1990 sont toujours d'actualité.

À l'automne 2021, Milorad Dodik a annoncé un plan de sécession articulé en étapes, qui devaient être soumises à l'approbation du Parlement de la RS. Ce plan prévoit entre autres que des prérogatives de l'État bosnien soient désormais assumées par le gouvernement de l'entité serbe. Ces dispositions vont de la création d'une agence du médicament à celle d'un bureau du procureur, mais la disposition qui a généré le plus de tensions et d'angoisse en Bosnie-Herzégovine est naturellement la reconstitution d'une armée. Rappelons que l'armée des Serbes de Bosnie a commis de nombreux crimes de guerre, crimes contre l'humanité et crimes de génocide sous le commandement de Ratko Mladić, condamné le 8 juin 2021 par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) à la prison à vie pour les crimes commis sur les populations non serbes durant le conflit. La résurrection de cette armée a très symboliquement été annoncée par Milorad Dodik à Pale, l'ancienne capitale de guerre de Radovan Karadžić, lui aussi condamné au TPIY à la prison à vie pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et crimes de génocide.

Dans ce contexte d'un processus sécessionniste, les célébrations du 30^e anniversaire de la création de la RS, le 8 janvier 2022, ont donné lieu à de très nombreuses manifestations dans les villes grandes et moyennes de l'entité serbe. Retraites aux flambeaux, chants fascistes de la Seconde Guerre mondiale ou de la dernière guerre, des milliers d'hommes ont manifesté dans les centres-villes de la RS.

La proclamation du 9 janvier comme jour de fête nationale de la RS par Milorad Dodik a été déclarée anticonstitutionnelle par la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine en novembre 2018, mais les célébrations continuent malgré tout de se tenir chaque mois de janvier. C'est à Banja Luka qu'elles ont lieu en 2022 avec pour événement central un défilé de la police de la RS, dont l'apogée fut la présentation d'une nouvelle unité d'élite « anti-terroriste ». Leur uniforme reprend les codes d'une unité spéciale serbe ayant opéré durant la guerre des années 1990, les Bérêts rouges. Cette unité spéciale était composée de différentes milices dont des

membres ont été jugés depuis au TPIY pour crimes de guerre en Bosnie-Herzégovine. Elles se sont également rendues coupables d'atrocités pendant la guerre du Kosovo en 1999.

La réapparition de ces Bérêts rouges défilant dans la capitale de la RS au son d'une chanson proclamant foi en la croix orthodoxe fut très commentée, notamment dans la Fédération mais aussi dans l'est de la Bosnie, dans la région de Srebrenica où de nombreux survivants du génocide et leurs familles sont revenus. Des responsables politiques et diplomatiques étrangers remarquables sont présents à ce défilé : Aleksandar Vulin, ministre de l'Intérieur de Serbie, Igor Kalabukhov, ambassadeur de Russie... On note également la présence de tout ce que l'UE peut compter d'alliés de la Russie, dont deux députés européens du Rassemblement national français, Thierry Mariani et Hervé Juvin.

Cette sécession enclenchée a été une fois encore considérée par de nombreux observateurs et journalistes étrangers comme la formulation d'une simple menace, alors que 2022 était une année d'élections. L'UE est restée discrète face à cette menace, condamnant le processus sans tenter d'aller plus loin. C'est que Milorad Dodik a quelques alliés solides dans l'Union, notamment en la personne de Viktor Orbán, Premier ministre de Hongrie, et de Janez Janša, qui a depuis perdu son poste de Premier ministre en Slovénie. Les courants de droite illibérale de l'UE se sont retrouvés autour de ce processus anticonstitutionnel en Bosnie-Herzégovine sans encourir de sanctions par Bruxelles.

Accaparée par la sécession serbe, l'attention des analystes, mais aussi de l'UE, s'est peu portée sur la question de la réforme électorale exigée par Dragan Čović, chef de file des ethno-nationalistes croates. En 2006, le HDZ a perdu le siège croate de la présidence tripartite au profit de Željko Komšić, candidat social-démocrate. Ce dernier a été immédiatement déclaré « illégitime » par Dragan Čović, puisqu'il aurait été élu par des électeurs non croates. La question de la représentation légitime des groupes ethniques en Bosnie-Herzégovine est petit à petit devenue le cheval de bataille principal du HDZ et d'autres forces politiques ethno-nationalistes croates, alors qu'elle est anticonstitutionnelle. Malgré tout, ce discours relayé par la Croatie à Bruxelles et Strasbourg a fait son chemin jusqu'au bureau du Haut-Représentant Christian Schmidt.

Sans jamais s'appuyer sur des statistiques ou des arguments ancrés dans la réalité des chiffres du recensement de 2013, Dragan Čović a réussi à disséminer tout un discours sur les dangers encourus par les Croates de Bosnie-Herzégovine, qui seraient sous-représentés dans les institutions

du pays. Le recensement de 2013 et le nombre des fonctionnaires croates disent le contraire.

Le HDZ, par l'entremise du président de la Fédération Marinko Čavar, bloque les institutions de cette Fédération depuis 2015. Le chantage à la représentation légitime a pris une ampleur nouvelle en 2022, avec la menace de bloquer les élections, de les boycotter puis de continuer à bloquer les institutions. Durant les mois qui ont précédé les élections générales d'octobre 2022, Andrej Plenković, Premier ministre de Croatie, mais également Gordan Grlić-Radman, son ministre des Affaires étrangères, ont manifesté leur soutien à cette réforme et appuyé l'argument de l'illégitimité de Željko Komšić. Des députés européens croates ont organisé maintes réunions d'information à Bruxelles et Strasbourg, le président Zoran Milanović a même été jusqu'à menacer de veto l'entrée de la Suède et de la Finlande dans l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) si la réforme électorale de Dragan Čović n'était pas adoptée. Ces interférences dans les affaires intérieures bosniennes d'un pays membre de l'UE n'ont suscité aucune réaction de Bruxelles...

Le discours sur la discrimination des Croates

Souvent présentés comme antagonistes, Milorad Dodik et Dragan Čović ont pourtant manifesté chacun un soutien aux projets de l'autre. Leurs projets séparatistes respectifs servent les mêmes intérêts : les leurs. Il s'agit bien de garder le pouvoir et les profits que chacun d'entre eux tire des territoires qu'ils contrôlent mais aussi de considérer les intérêts de la Russie, qui sont la déstabilisation des portes de l'OTAN et de l'UE. Un dessein qui a affleuré très nettement avec la guerre déclenchée en Ukraine le 24 février 2022 par Moscou.

Les absences de la communauté internationale

Le 2 octobre 2022, alors que le dépouillement du scrutin des élections générales tenues dans la journée démarre à peine, le Haut-Représentant Christian Schmidt fait savoir par l'entremise des réseaux sociaux du Bureau du Haut-Représentant en Bosnie-Herzégovine (OHR), et de façon coordonnée avec les ambassades des États-Unis et du Royaume-Uni, qu'il impose la réforme électorale voulue par le HDZ. Selon lui, elle doit permettre de débloquent les institutions de la Fédération de Bosnie-Herzégovine. La sidération provoquée non seulement par cette décision mais surtout par son *timing* est venue renforcer la défiance et l'hostilité envers une institution – l'OHR – déjà très fragilisée.

Les pouvoirs de Schmidt lui permettent en effet de promulguer des lois, d'en annuler, de nommer ou de démettre un ministre ou tout élu bosnien, mais il est en général admis que ces pouvoirs ne sont utilisés qu'en dernier ressort. Promulguer ainsi deux décrets allant à l'encontre de cinq jugements de la CEDH enjoignant à la Bosnie-Herzégovine de réviser sa Constitution pour la rendre moins discriminatoire constitue déjà un réel problème. De plus, comme l'ont souligné de nombreux observateurs et journalistes bosniens, promulguer ces décrets qui vont impacter les résultats des élections, c'est priver les Bosniens de leur vote, l'invalider et leur signifier le peu d'importance que leur expression politique revêt pour l'OHR.

Ce coup de force de Christian Schmidt est, en outre, arrivé à un moment où les résultats des élections montraient une certaine mitigation des votes nationalistes en faveur d'options plus citoyennes. Le HDZ verra le nombre de ses députés augmenter à la Chambre des peuples, lui permettant de participer au gouvernement, ce que les votes des Bosniens n'indiquaient pourtant pas.

Le coup d'éclat de Schmidt, qui a agi avec le soutien des États-Unis et du Royaume-Uni, a été accueilli froidement par la délégation de l'UE à Sarajevo. Cette dernière en a pris note, en rappelant les directives formulées par la Commission de Venise et le caractère impératif de la mise en application des jugements de la CEDH. Alors que le Haut-Représentant a été interpellé plusieurs fois par des journalistes, par des politiques et par la société civile bosnienne sur l'application de ces décisions, sa réponse est restée invariable : « Ce n'est pas à moi de faire appliquer ces décisions, mais aux institutions de Bosnie-Herzégovine. »

Cette position, contradictoire avec la Constitution bosnienne, ainsi que le refus du Haut-Représentant de discuter de ses liens avec la Croatie ont provoqué la colère et l'incompréhension. La défiance déjà profonde des Bosniens envers l'OHR, dont la légitimité est de plus en plus discutée, a été renforcée.

La discorde apparue à cette occasion, entre l'UE d'un côté et les États-Unis et le Royaume-Uni de l'autre, révèle qu'il n'existe pas de consensus au sein du PIC sur la façon de faire appliquer l'accord de Dayton. Pour les Bosniens, les oppositions, la société civile, il ne s'agit ici que de maintenir un *statu quo*, une forme de stabilité et de sécurité pourtant contestées depuis la fin de la guerre en 1995. Surtout, cette décision est vue comme faisant partie d'une politique d'apaisement des élites ethno-nationalistes qui n'a mené nulle part en 27 ans.

Au déclenchement de la guerre en Ukraine en février 2022, la Bosnie-Herzégovine se trouvait au début du processus de sécession de la RS. L'UE et l'OTAN, par la voix de son secrétaire général Jens Stoltenberg, évoquaient les risques de déstabilisation en Bosnie-Herzégovine et rappelaient l'attachement de l'OTAN à l'intégrité territoriale du pays. L'influence russe dans la région devint subitement un objet de préoccupation majeure et publique. Pourtant, les ambassadeurs russes successifs en Bosnie n'avaient pas caché leur soutien de longue date aux ambitions sécessionnistes de Milorad Dodik et, en novembre 2021, la Russie avait fait obstruction au Conseil de sécurité de l'ONU (CSNU) au rapport annuel du Haut-Représentant, menaçant de ne pas voter le renouvellement du mandat des forces européennes Althéa si ce dernier s'exprimait devant le CSNU. La réalité de l'influence russe fut soudain comprise comme une menace concrète aux portes de l'UE, rendue possible par l'incohérence de la politique de l'UE concernant la région et la Bosnie-Herzégovine.

L'année 2022 met au jour les conséquences des incohérences de la politique de la communauté internationale en Bosnie-Herzégovine : 27 ans de dialogue avec les représentants des forces ethno-nationalistes sans mandat, une politique d'apaisement à leur égard et une insistance inexplicable à ethniciser tous les aspects de la vie politique et civique bosnienne. L'un des aspects les plus délétères et négatifs de l'attitude de la communauté internationale est probablement cette continuité de dialogue avec un personnel politique dont les faits de corruption, de népotisme, voire de criminalité, sont avérés et prouvés par de multiples organisations locales comme l'antenne bosnienne de Transparency International ou encore le Centre pour le journalisme d'investigation. Enfin, le refus de considérer les fraudes électorales et d'accompagner de façon claire la mise en place de mesures de protection du vote et du dépouillement a également renforcé le désintérêt des Bosniens pour toute vie civique, tout espoir de pouvoir changer le cours de la vie politique de leur pays.

Les incohérences de la communauté internationale

Les dernières élections générales ne font pas exception à la règle. Malgré la présence d'environ 10 000 observateurs indépendants – dont beaucoup, dans le pays, s'interrogent sur le rôle –, de nombreuses fraudes ont été signalées lors du vote du 2 octobre, menant notamment au recomptage des résultats de l'élection présidentielle de la RS. L'exemple resté emblématique est celui des élections municipales de Mostar en décembre 2020, très contestées par l'opposition citoyenne autour de Naša Stranka (centre gauche) et du Parti social-démocrate, avec un recours

déposé auprès de la commission électorale pour un recomptage de plusieurs bureaux de vote litigieux. Le recompte de 10 % des votes a permis à l'opposition de récupérer deux mandats au conseil municipal mostarien ; mais la demande d'un recomptage intégral du scrutin leur fut refusée. Alors que l'ensemble des acteurs internationaux se félicitait du retour des élections à Mostar après douze ans sans scrutin, la société civile locale et les oppositions citoyennes se sont retrouvées isolées dans leur démarche revendiquant la totale transparence du processus électoral.

Pourquoi se battre ?

Face à ces multiples dynamiques politiques refusant de les prendre en compte, les Bosniens quittent le pays en masse : sur une population de 3,3 millions d'habitants, 500 000 ont quitté la Bosnie-Herzégovine depuis 2013. Il s'agit du rythme de départ le plus élevé au monde. Le pays se vide, des régions entières se désertifient, la main-d'œuvre manque, les personnes éduquées et qualifiées sont parties et ce sont désormais les jeunes qui s'en vont. Des couples avec enfants quittent la Bosnie-Herzégovine et vendent leurs biens, signifiant qu'ils n'ont ni désir ni espoir d'y revenir. Les raisons de ces départs sont toujours les mêmes : aucune perspective, ni de justice, ni d'emploi, ni de la fin de la corruption ou du clientélisme ; une énorme frustration face à l'impunité du personnel politique et de ses proches ; le sentiment d'être une variable négligeable.

Longtemps montrés du doigt pour leur soi-disant apathie, les Bosniens se sont pourtant mobilisés de façon constante depuis la fin de la guerre. La division administrative du pays et les pressions nationalistes ont réussi à empêcher l'unification des mouvements sociaux. Cependant, de Banja Luka à Sarajevo, les grèves, les manifestations, les grèves de la faim ou encore les révoltes sociales massives de 2014 n'ont cessé de prouver le mécontentement des Bosniens, qui n'ont pas trouvé de relais dans la communauté internationale ou dans les classes politiques locales.

La politique de la communauté internationale en Bosnie-Herzégovine après la guerre s'est exclusivement concentrée sur les institutions du pays : leur construction, leur renforcement, leur fonctionnalité. L'autre préoccupation majeure est la question de la stabilité, de la sécurité. Les rhétoriques de la réconciliation et l'imposition de politiques mémorielles sans rapport avec l'histoire locale ont laissé de côté toute préoccupation sociale, comme le droit du travail, le système de santé, le système d'éducation ou la protection de l'environnement. En faisant des leaders nationalistes ses interlocuteurs privilégiés, la communauté internationale leur a donné une légitimité parfois contestée par les urnes et par différents

mouvements sociaux qui n'ont jamais recueilli l'attention des acteurs politiques étrangers.

Étouffées par l'indifférence et la corruption de la justice notamment, les initiatives citoyennes non nationalistes patinent et ne peuvent ni avancer, ni s'étendre. La résignation des Bosniens a pris le dessus sur l'espoir de pouvoir encore changer quelque chose dans leur pays. L'impunité totale de la classe politique démobilise les activistes et toute velléité de contestation. Comme un coup de grâce aux oppositions politiques non nationalistes, la réforme électorale promulguée par l'OHR le 2 octobre 2022 renforce les dispositions et les institutions les plus discriminatoires du pays, rendant pratiquement inopérantes les contestations et les privant de tout levier institutionnel.

La Bosnie-Herzégovine de 2022 est le produit de toutes ces dynamiques politiques et sociales, souvent contradictoires mais parfois complices. Comme très souvent au long de son histoire très riche, elle est le terrain de jeux de forces étrangères et reflète des luttes qui se déroulent au-delà de ses frontières. Face aux dynamiques centrifuges, les Bosniens, épuisés par 27 ans de dégradation des situations politiques, sociales et économiques, quittent le pays sans que rien ne soit fait pour les retenir. Comme l'explique Emina, 37 ans, candidate au départ vers l'Allemagne : « Nos dirigeants ont intérêt à ce que tous ceux qui s'opposent à eux partent. Bientôt, il ne restera plus que leur électorat, tout le monde sera content. »



Mots clés

Bosnie-Herzégovine
Accords de Dayton
Union européenne
Haut-Représentant